

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/638
22 juillet 2003

(03-3932)

**Comité des mesures concernant les investissements
et liées au commerce**

EXAMEN DES PROPOSITIONS SUR LES DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

Rapport du Président du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce au Conseil général

1. Comme le Président du Conseil général l'en a chargé le 20 mai, le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce a examiné deux propositions sur le traitement spécial et différencié qui avaient été présentées par le Groupe africain dans le document TN/CTD/W/3/Rev.2 et concernaient l'article 4 et l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC. Plus précisément, le Comité a tenu une réunion informelle le 12 juin et des réunions formelles les 19 juin et 18 juillet sur cette question. En outre, le Président a mené plusieurs séries de consultations informelles. Malheureusement, compte tenu des opinions divergentes exprimées par les Membres sur les propositions visées, le Comité n'a pas été en mesure de parvenir à une solution qui lui aurait permis d'adopter ces propositions ou d'autres solutions de compromis.

2. Il convient toutefois de noter qu'il serait apparemment possible de parvenir à un accord sur la première partie de la proposition du Groupe africain concernant l'article 4. En revanche, de graves divergences de vues subsistent au sujet de la deuxième partie de la proposition concernant l'article 4, qui dispose que l'expression "sera libre de déroger temporairement aux dispositions de l'article 2" qui figure à l'article 4 fera référence à une période de six ans au moins, et au sujet de la proposition concernant l'article 5:3, qui imposerait au Conseil du commerce des marchandises d'accéder aux nouvelles demandes de prorogation des périodes de transition ou de périodes de transition nouvelles présentées par les pays les moins avancés Membres et par certains pays en développement Membres.
